

SESSIONI URDINARIA DI U 2025

RIUNIONE DI U 9 D'APRILI DI U 2025

N° 2025 /M4/ 08

**QUISTIONE URALE DIPUSITATA DA SACHA BASTELICA
PER U GRUPPU “FRONTE POPULARE”**

Ughjettu : exemplarità des élus contre la violence et pour une culture de la légalité

Monsieur le Président du Conseil exécutif,

C'est avec gravité que je me permets de vous interpeller, Monsieur le Président, car notre actualité est sombre, comme nous le rappelle le lâche assassinat de Pierre Alessandri.

Comment construire un vivre ensemble si notre île génère de telles tragédies ? Ce vivre-ensemble auquel nous aspirons tous, dans une île libre et pacifiée où les Corses pourraient enfin avoir leur destin en main, sans que celui-ci leur soit imposé d'ailleurs ou par des forces intérieures occultes au détriment de l'intérêt général.

Depuis le début de l'année, six personnes ont été assassinées. Lorsque les balles remplacent le droit et que la violence fait loi, c'est le fondement de toutes nos institutions qui vacille, c'est le pouvoir du politique qui est attaqué.

Or, Monsieur le Président du Conseil Exécutif, comment espérer une île bien plus autonome lorsque la violence s'installe durablement et plonge dans l'effroi et la stupeur la Corse tout entière ? Comment vivre dans une Corse où le simple fait de s'engager politiquement et de manifester son opposition à un

système "mafieux" et "occulte" fait courir le risque de recevoir des balles dans le dos ? Qui gouverne ? Qui protège ? L'État français ? Oui, il dirige encore. Mais nous cacher derrière son incurie, c'est fuir notre propre responsabilité. Responsabilité à laquelle nous aspirons, mais qui sera exsangue avant même de pouvoir s'exercer si nous ne contribuons pas, par nous-mêmes, à résorber l'infamie de cette violence.

Je crois que nous avons des raisons d'avoir peur, mais lorsque la peur remplace toute rationalité, nous devenons prisonniers de ceux qui l'imposent.

Néanmoins, au-delà des mesures du rapport de février, nous pensons que les élus, par leur comportement exemplaire, ont un rôle à jouer qui dépasse l'hémicycle.

Ma question est double.

Premièrement, appelez-vous solennellement les élus à boycotter les enseignes qui sont notoirement liées à des mafieux ?

Enfin, Monsieur le Président, vous avez avec courage affirmé que vous étiez la cible de pressions.

Seriez-vous prêt à dénoncer publiquement ceux qui les ont perpétrées ? Et à porter plainte ?

Sachez que ce serait, Monsieur le Président, un signal d'espoir très fort envoyé à tous les Corses qui souffrent en silence et n'osent relever la tête.

Je vous remercie.